

France Cleantech

Briefing 2^{ème} trimestre 2025

With the support of



Introduction

INVESTISSEMENTS DANS LES CLEANTECH : UN REBOND SOUS TENSION



CELIA AGOSTINI

Directrice

Cleantech
for France

Le premier semestre 2025 a plongé le monde dans l'incertitude, marqué par l'offensive commerciale tous azimuts et le backlash climatique orchestrés par les États-Unis. Si la Chine et l'Europe en sont les principales cibles, aucun pays n'est épargné. Nous assistons en direct à une redéfinition de l'ordre économique mondial. Dans ce contexte, la France et l'Europe doivent transformer l'instabilité en levier stratégique. Modèle contre modèle.

Dans ce contexte mouvant, le secteur des cleantech en France a connu un rebond notable au deuxième trimestre, après un premier trimestre en net recul. Les montants levés retrouvent des niveaux comparables à 2024, mais la prudence domine : les capitaux se concentrent sur les tours de table *late stage*, avec des montants deux fois supérieurs à ceux du T1 2024, tandis que le nombre de deals est divisé par deux. L'*early stage*, pourtant clé pour l'innovation, recule fortement.

Ce mouvement confirme qu'on ne peut rester au milieu du gué. Il est urgent que la France et l'Europe mobilisent des mesures claires pour orienter l'investissement privé vers les technologies propres souveraines et les ériger en pilier de notre compétitivité. Ces mesures doivent à la fois dé-risquer les investisseurs, envoyer des signaux clairs sur la demande et protéger notre marché de pratiques déloyales.

Face aux politiques offensives des États-Unis et de la Chine à coups de subventions massives et de préférence locale, **la France et l'Europe doivent à leur tour inscrire la préférence européenne et le contenu local au cœur de leur stratégie industrielle.** Trois bénéfiques sont en jeu : ancrer la valeur ajoutée en Europe, créer des emplois durables, et sécuriser les débouchés industriels pour attirer les capitaux privés.

Cela doit impérativement être accompagné d'une politique commerciale assertive. La guerre commerciale sino-américaine a déjà entraîné une hausse des importations chinoises de 12% entre mai 2024 et mai 2025, alors qu'elles ont chuté de 34,5% aux États-Unis. Mais la soumission désastreuse de l'Europe aux États-Unis affaiblit notre capacité d'imposer des contreparties à la Chine.

Alors que la France et l'Allemagne semblent vouloir relancer une dynamique européenne, il faudra dépasser les divergences et les contraintes budgétaires. Avec un plan d'économies de plus de 40 milliards d'euros annoncé pour le prochain budget, l'heure est à la relance de la production en France. L'industrie verte et les cleantech jouent déjà un rôle moteur dans cet effort national, avec l'ouverture de plus de 70 usines depuis 2022 et une contribution de plus de 50 % des usines ouvertes en 2024.

Sommaire – T2 2025

01 Des investissements cleantech moins nombreux mais plus importants

- ◆ Le nombre total d'accords conclus en France baisse légèrement ce trimestre en raison d'une chute de plus d'un tiers du nombre d'investissements *early stage* conclus entre le T1 et le T2 2025, qui passent de 20 à 13 deals.
- ◆ 6 accords *late stage* ont abouti au cours de ce 2^{ème} trimestre, ce qui constitue un signal positif après un T1 sans deal *late stage*.
- ◆ Les investissements *early stage* ont représenté environ 68M€, tandis que ceux *late stage* s'élèvent à environ 500M€.

02 Des financements dynamiques au-delà de l'equity

- ◆ 10 opérations au-delà de l'equity ont eu lieu au 2^{ème} trimestre 2025, pour un montant total de 600M€, soit l'équivalent des levées en equity sur la même période.
- ◆ Ce montant est pour moitié dû à la mega levée de dette de Technique Solaire.

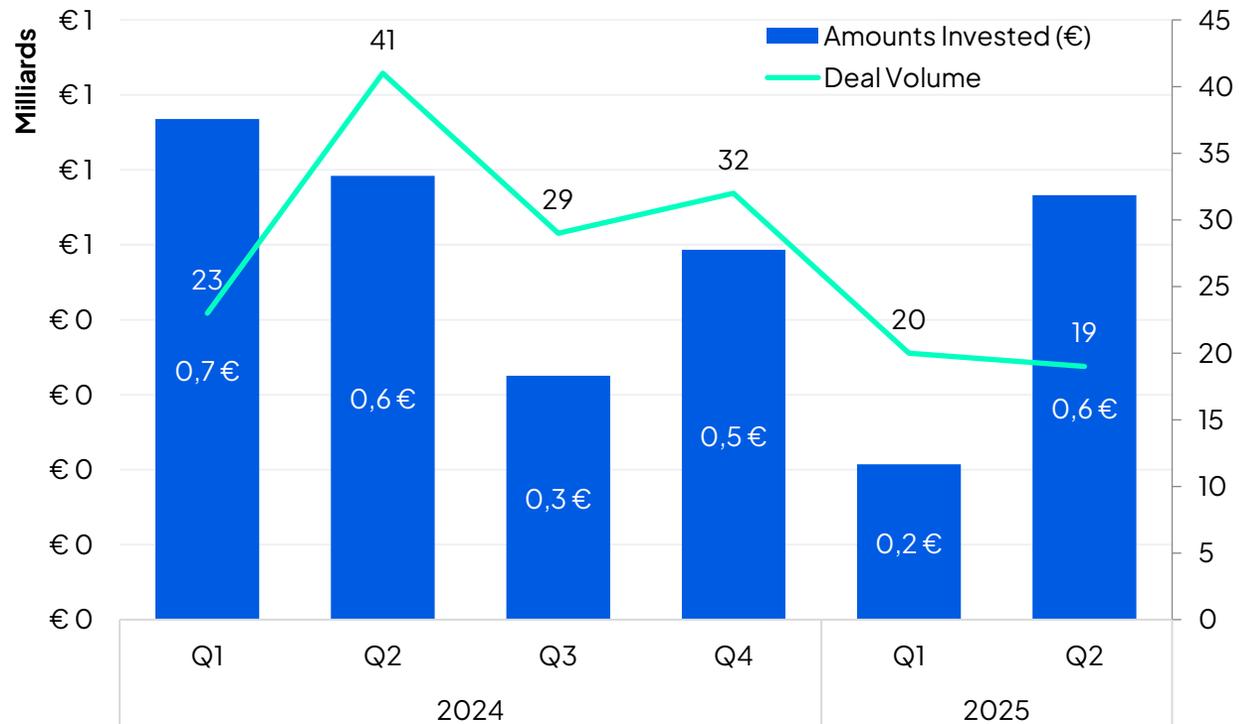
03 Du côté des investisseurs

- ◆ Un seul investisseur a annoncé un closing de fonds en faveur des cleantech en France au cours du trimestre. Il s'agit de SWEN Capital Partners, qui a annoncé le premier closing à 160M€ de son fonds *early stage* SWEN Blue Ocean 2 dédié à la régénération maritime.

04 Actualités policy pour les cleantech

- ◆ La Commission européenne poursuit une intense activité législative, avec l'adoption du nouvel encadrement des aides d'Etat dans le cadre du Clean Industrial Deal, la présentation de sa stratégie pour les startups et les scaleups, ainsi que la préparation du Industrial Decarbonisation Accelerator Act, dont la présentation est attendue pour début 2026.
- ◆ Les votes des textes sur la simplification de la vie économique et sur la programmation pluriannuelle de l'énergie à l'Assemblée nationale ont été éclairants sur différentes positions politiques.
- ◆ Le Gouvernement britannique a présenté sa stratégie industrielle à horizon 2035, qui envoie un signal positif à l'écosystème cleantech.

Investissements en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech en France par trimestre, 2024-2025



600M€

INVESTIS DANS LES CLEANTECH EN FRANCE AU 2EME TRIMESTRE 2025

Le volume d'investissements retrouve un niveau comparable aux montants trimestriels de 2024, tandis que le nombre d'accords conclus poursuit sa baisse.

01

LES INVESTISSEMENTS *EARLY STAGE* EN BAISSSE, CEUX *LATE STAGE* EN HAUSSE

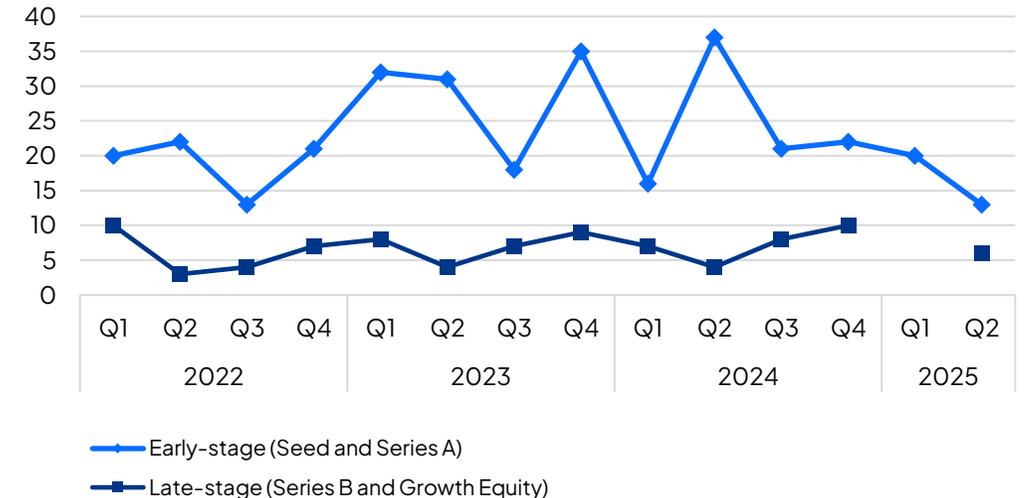
- ◆ La dynamique d'investissements en equity de l'Union européenne repart à la hausse, tandis que celles des Etats-Unis et de la Chine déclinent. Le climat de confiance se renforce donc en Europe, et la présentation du Clean Industrial Deal en février, avec l'affirmation d'ambitions européennes fortes pour les technologies propres, constitue certainement un facteur explicatif. Toutefois, le volume d'investissements aux Etats-Unis reste supérieur malgré l'incertitude engendrée par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et une politique de promotion des énergies fossiles assumée.
- ◆ Le nombre total d'accords conclus en France poursuit sa baisse ce trimestre. Cette tendance s'explique par la baisse de plus d'un tiers du nombre d'investissements *early stage* conclus entre le T1 et le T2 2025, qui passent de 20 à 13 deals. De plus, 6 accords *late stage* ont abouti au cours de ce 2^{ème} trimestre, ce qui constitue un signal positif après un T1 sans deal *late stage*.
- ◆ Les investissements *early stage* ont représenté environ 68M€, tandis que ceux *late stage* s'élèvent à environ 500M€. La levée en *growth equity* de Neot de plus de 350M€ pour lancer Neot e-motion, qui offre des solutions bas-carbone de financement innovantes et sur-mesure pour les transports bas-carbone, représente ainsi plus de la moitié du volume des investissements cleantech sur ce trimestre.

Investissements en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech par aire géographique et par trimestre, 2023-2025



Source: Cleantech Group

Nombre de deals conclus en France dans les cleantech par stade et par trimestre, 2022-2025



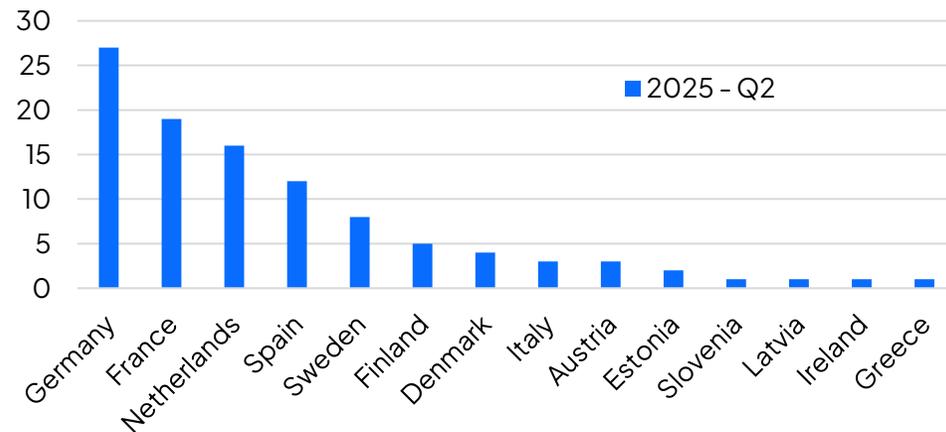
NB. L'absence de données au Q1 2025 s'explique par le fait qu'aucun deal *late-stage* n'a été enregistré en France sur cette période.

01

TYPOLOGIE DES INVESTISSEMENTS ET COMPARAISON EUROPÉENNE

- ◆ Des opérations de capital-risque dans le domaine des cleantech ont eu lieu dans 14 États membres de l'UE du 2^{ème} trimestre 2025, contre 17 au 1^{er} trimestre. Un ralentissement global dans le nombre d'opérations réalisées s'est opéré, et certains pays sont particulièrement affectés ; l'Italie passe ainsi de 15 à 3 accords conclus entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025.
- ◆ L'Allemagne, la France, les Pays-Bas et l'Espagne demeurent les pays les plus dynamiques en termes de nombre d'accords conclus au T2 2025, après avoir dominé le classement au T1 2025. Si l'on note une baisse globale de volume d'accords entre 20 et 25% pour ces quatre pays, à l'exception de la France dont le volume global d'accords reste relativement stable, le volume de capitaux investis a significativement augmenté dans ces mêmes pays durant ce T2, entre 1,75 et 3 fois les montants du T1. Par conséquent, si les accords sont moins nombreux, ils consacrent en moyenne des investissements plus importants.
- ◆ Quant aux secteurs privilégiés par les investisseurs, l'énergie concentre presque 75% des investissements au cours de ce trimestre du fait de l'opération de *growth equity* de plus de 350 millions d'euros menée par NEO.T. Depuis le début de l'année 2025, 35% des investissements ont été réalisés dans l'énergie, 25% dans le transport et la logistique, 14% dans les déchets et le recyclage, 10% dans l'agriculture et la nourriture, 9% dans les ressources et le management environnemental, et 7% dans les matériaux et la chimie.

Nombre d'accords en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech par Etat membre de l'UE, T2 2025



Volume d'investissements en France dans les cleantech par secteur, T2 2025



INVESTISSEMENTS *EARLY STAGE* (amorçage + série A)
Top deals en France au T2 2025

Production de teintures textiles biosourcées



ever dye

€15M

Série A



Photovoltaïque

enrise

€8M

Amorçage

ensol

€6M

Série A



Mobilité électrique



CirculaCar

€1M

Amorçage

INVESTISSEMENTS *LATE STAGE* (série B + capital-développement)
Top deals en France au T2 2025

Fabrication de sièges d'avion ultra-légers

Expliseat

€38M

Série B



Recyclage des composites carbone

FAIRMAT

€26,5M

Série B



Stations de recharge hydrogène

ataway

€22M

Growth Equity



Chimie biosourcée

ecoat

€21M

Série B

AU-DELA DE L'EQUITY

Top deals en France au T2 2025



Photovoltaïque



€302M

Dettes structurées



Production d'électrolyseurs



€100M

Subvention



Energies renouvelables



€98M

Late stage private equity



Production d'hydrogène vert



€53M

Prêt

La France a compté 10 opérations au-delà de l'equity au 2^{ème} trimestre 2025, un chiffre significativement élevé. Ces opérations comprennent les prêts, les garanties de prêts, les dettes structurées, les subventions, et le *late stage private equity*. Elles représentent un montant total de plus de 600M€ sur ce trimestre, et la dette de Technique Solaire représente la moitié du volume global levé.

Le prêt de 53M€ reçu par Lhyfe, producteur et fournisseur d'hydrogène renouvelable et bas-carbone, s'ajoute à la subvention de 149M€ confirmée par l'Etat en avril 2025, dans le cadre de la stratégie nationale hydrogène. Cette subvention sera allouée à la future usine de production d'hydrogène vert de Lhyfe située à proximité du Grand Canal du Havre, d'une capacité pouvant aller jusqu'à 34 tonnes par jour.

03 DU CÔTÉ DES INVESTISSEURS



SWEN Capital Partners a annoncé le premier closing à 160M€ de son fonds de capital-risque SWEN Blue Ocean 2, classé article 9 et dédié à la régénération maritime. Les investissements de ce fonds financeront des start-ups majoritairement européennes pour des tickets compris entre 2 et 12 millions d'euros, lors de séries A. Ils viseront à trouver des solutions innovantes pour faire face à trois menaces existentielles : la biodiversité des océans, la surpêche, la pollution et le changement climatique. Ce closing réunit une dizaine d'investisseurs institutionnels de premier plan, dont Bpifrance et le Fonds européen d'Investissement. Le fonds vise une clôture finale de 300 millions d'euros, à comparer aux 170 millions d'euros levés par le premier fonds Blue Ocean de SWEN.

04 ACTUALITÉS POLICY POUR LES CLEANTECH – Enjeux politiques à suivre

ADOPTION DU CISAF

Fin juin 2025, la Commission européenne a adopté le nouvel encadrement des aides d'État dans le cadre du Clean Industrial Deal (CISAF), après une consultation publique à laquelle [Cleantech for Europe a répondu](#). Le texte contient plusieurs avancées concernant les prêts et les garanties pour les technologies propres, la possibilité pour les États membres de financer facilement les projets du Fonds d'innovation, ainsi que des améliorations des dispositions relatives au financement mixte. Mais l'occasion de mettre en place un soutien fondé sur la production reste manquée, alors que cet outil répond beaucoup mieux aux besoins des entreprises cleantech. Le travail va maintenant se poursuivre au niveau national pour convaincre la France d'utiliser ce nouveau cadre.

ANNONCES BUDGETAIRES DU PREMIER MINISTRE

Face à une dette de plus de 3300Md€, soit 114% du PIB français, le Premier ministre François Bayrou a présenté en juillet 2025 les [plans « stop à la dette » et « en avant la production »](#), qui visent à réaliser 44Md€ d'économies pour 2026. Plusieurs annonces ont concerné les cleantech. D'abord, une cible de 30TWh de contrats signés d'ici fin 2025 entre EDF et les industriels, bien que la phase de ramp-up nécessite de la flexibilité pour les cleantech. Ensuite, 900M€ de fonds propres issus du plan France 2030 seront dédiés à l'investissement dans les entreprises. Le Premier ministre a également rappelé l'impératif d'une véritable préférence européenne dans la commande publique et les soutiens publics. Enfin, une baisse des subventions aux entreprises a été annoncée en échange de davantage de simplification, mais cette baisse ne doit pas interrompre la dynamique de réindustrialisation verte à l'œuvre en France.

PRESENTATION DE LA STARTUP AND SCALEUP STRATEGY

La Commission européenne a dévoilé fin mai sa [stratégie en faveur des startups et des scaleups](#). Le plan se concentre sur la création d'une entité juridique européenne et sur la progression de l'harmonisation en matière de fiscalité, de droit du travail et de sécurité sociale. Le Fonds Scaleup Europe devrait être lancé en 2025, pour des premiers investissements attendus en 2026. Des mesures soutenant les marchés publics favorables à l'innovation seront proposées, et les grands acteurs industriels seront incités à s'associer aux entreprises européennes innovantes.

ADOPTION DES TEXTES SUR LA SIMPLIFICATION ET LA PPE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

L'examen du projet de loi de simplification de la vie économique et de la proposition de loi visant à inscrire dans la loi la nouvelle Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) a été marqué par une forte mobilisation de l'extrême droite, qui a obtenu plusieurs victoires, dont les votes de la suppression des Zones à Faibles Emissions et d'un moratoire sur les énergies renouvelables. Les votes finaux ont fait émerger un clivage entre une droite favorable aux textes, une gauche opposée et un bloc central divisé. Seul le projet de loi de simplification a été adopté sur le fil. Les deux textes poursuivront leur examen législatif au Sénat. Plusieurs représentants de la filière électrique, dont Cleantech for France, ont appelé dans un [communiqué](#) le Gouvernement à publier la PPE par décret pour offrir dès maintenant la visibilité aux filières industrielles.

PREPARATION DU INDUSTRIAL DECARBONISATION ACCELERATOR ACT

La Commission européenne prépare activement la proposition législative sur l'Industrial Decarbonisation Accelerator Act (IDAA), qui sera présentée d'ici le quatrième trimestre 2025 et qui couvrira la création de la demande (marchés publics et marchés pilotes), l'octroi de permis et les normes de produits à faible teneur en carbone (acier et ciment pour l'instant). L'exécutif européen a ainsi lancé un appel à contribution, qui a été clôturé en juin 2025 et auquel [Cleantech for Europe a répondu](#). Ce texte pourrait être l'occasion de privilégier les technologies et composants Made in Europe, de renforcer la coopération entre les grandes entreprises industrielles et les cleantech, de créer des marchés pilotes pour les technologies propres européennes.

PUBLICATION DE LA STRATEGIE INDUSTRIELLE BRITANNIQUE

Pour la première fois depuis dix ans, le Gouvernement britannique a défini une [stratégie industrielle](#) à horizon 2035 qui place la croissance propre au cœur du renouveau économique. Celle-ci identifie huit secteurs prioritaires, se donne les moyens de coordonner l'ensemble des acteurs industriels, et accorde une attention particulière au suivi des résultats. Le Royaume-Uni entend également doubler l'investissement annuel dans les industries pionnières de l'énergie propre d'ici 2035, pour atteindre plus de 30Md£ par an. Cette stratégie démontre le Gouvernement britannique souhaite se donner les moyens de ses ambitions, et constitue un signal fort pour la communauté cleantech.

LA RAPPORT « SCALE OR FAIL », CLEANTECH FOR EUROPE

L'Europe est à la croisée des chemins : se doter des moyens d'industrialiser ses innovations cleantech, ou devenir un simple importateur des technologies qu'elle a inventées. C'est le message-clé et urgent du nouveau [rapport de Cleantech for Europe « Scale or Fail »](#). Manquer cette industrialisation européenne représente un risque immense : celui d'atteindre nos objectifs climatiques avec des équipements majoritairement importés, nous privant des emplois, de la résilience et de la valeur stratégique qu'une production européenne peut apporter. Le rapport propose donc une feuille de route audacieuse pour relever ce défi.

LA PROMOTION 2025 DU FRENCH TECH NEXT40/120, MISSION FRENCH TECH

La Mission French tech a dévoilé les [lauréats de la 6^{ème} promotion du French Tech Next 40/120](#), qui récompense les start-ups les plus innovantes et performantes dans des secteurs clés de l'économie. Nos champions [Verkor](#), [Electra](#) et [GravitHy](#) figurent dans ce classement prestigieux : elles sont le fer de lance de la réindustrialisation verte française au plus haut niveau technologique. Au total, 17% de la promotion 2025 est industrielle.

L'OBSERVATOIRE DES GREENTECH FRANCAISES 2024, BPIFRANCE

Cette [analyse de Bpifrance](#), à laquelle Cleantech for France a contribué, met en lumière deux points essentiels. D'abord, nos cleantech industrielles contribuent largement à la réindustrialisation verte de la France : 57% des greentech françaises présentent des enjeux industriels, soit plus de 1600 jeunes entreprises. Ensuite, il faut davantage accompagner nos scale-ups dans leur phase d'industrialisation : les investissements en capital-risque dans les greentech diminuent alors que leurs besoins en capitaux augmentent au fur et à mesure de leur développement.

NOTE SUR LA DECARBONATION, HAUT COMMISSARIAT A LA STRATEGIE ET AU PLAN (HCSP)

Cette [note flash](#) propose plusieurs leviers que l'Etat devrait activer en priorité pour décarboner l'économie française. Dans l'industrie, le HCSP estime pertinent de mobiliser dans un proche avenir la capture et séquestration du carbone en complément d'autres technologies déjà à maturité ou en cours de développement, comme la substitution partielle d'argiles calcinées au clinker dans la fabrication du ciment, ou encore l'électrification et le développement de capacités de production nucléaire et renouvelable.

LA LETTRE OUVERTE POUR UN CADRE DES AIDES D'ETAT AMBITIEUX, CLEANTECH FOR FRANCE

Cleantech for France, avec ses incitatives partenaires européennes, a adressé à la Commission européenne une [lettre ouverte](#) appelant à la mise en place d'un cadre des aides d'Etat (CISAF) qui mette en œuvre les ambitions du Clean Industrial Deal. Le cadre proposé par la Commission ne répond pas à l'ampleur du défi et ne permet pas la mobilisation des milliards d'euros nécessaires pour le développement de notre industrie verte, alors que la Chine et les Etats-Unis soutiennent largement leurs acteurs. L'intégration de critères de préférence locale européenne dans les régimes d'aides d'Etat stratégiques et l'autorisation d'un soutien à la production clair et prévisible apparaissent comme deux leviers clés pour accélérer.

ACTUALISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE L'HYDROGENE DECARBONE

Le Gouvernement français a actualisé en avril cette [stratégie](#), qui réaffirme le rôle clé que doit jouer l'hydrogène dans la décarbonation de l'industrie française. L'enveloppe de 4Md€ allouée au mécanisme de soutien à la production d'hydrogène décarboné est confirmée, la prolongation au-delà de 2030 du dispositif de compensation des coûts indirects du carbone est promue, la volonté de maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène est affirmée. La subvention de 149M€ accordée en mars 2024 à Lhyfe pour son usine de production d'hydrogène vert au Havre est confirmée.